

Corinna Jentsch, *Violent Resistance. Militia Formation and Civil War in Mozambique*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022, 222 p., bibl., index.

Michel Cahen

Citer cet article : Cahen Michel (2023), « Corinna Jentsch, *Violent Resistance. Militia Formation and Civil War in Mozambique* », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, en ligne.

URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/crcahen>

Mise en ligne : février 2023

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2023.cr01>

Le livre de Corinna Jentsch était attendu et sera très utile aux chercheurs spécialistes du Mozambique mais aussi à celles et ceux travaillant plus généralement sur les guerres civiles. Il sera également précieux pour les étudiants avancés. En effet, il est un modèle méthodologique en ce sens qu'il mêle incessamment effort de théorisation et données empiriques.

De 1976 à 1992, le Mozambique, ancienne colonie portugaise indépendante en juin 1975, connut un terrible conflit interne provoqué par la combinaison entre, d'une part, une déstabilisation sud-rhodésienne et sud-africaine contre le nouvel État alors « marxiste-léniniste », et d'autre part la réaction de la société contre un paradigme de modernisation autoritaire qui avait gravement atteint les conditions de vie, surtout des paysans, socialement, économiquement, culturellement et cultuellement. En d'autres mots, il y eut un processus de transformation d'une guerre d'agression en guerre civile, achevé autour de 1982. La rébellion de la Renamo (Résistance Nationale du Mozambique) ne cessa de s'étendre pour atteindre tout le pays vers 1984, sans pour autant être capable de vaincre le régime du Frelimo (Front de libération du Mozambique), l'ancien front anticolonial devenu parti unique. Des deux côtés, l'effort principal porta sur le contrôle des populations, dont les fidélités ou les ralliements pouvaient être volontaires ou contraints, avec son cortège d'atrocités et de mouvements de réfugiés.

Dans un contexte d'épuisement complet de la société, surtout rurale, apparurent à partir du milieu des années 1980 des phénomènes de « guerre magique ». Des chefs traditionnels aidés de devins réussirent à placer leurs territoires sous la protection d'esprits puissants en interdisant l'entrée à toute personne armée (la zone de paix la plus connue fut celle du Mongói, dans le Sud du pays). Ailleurs, et notamment dans les peuplées régions de Zambézie et Nampula, à la fin de la décennie, des communautés macua-lómuè (la principale ethnicité du pays) prirent l'initiative de créer des milices au départ armées seulement d'arcs, de flèches et de machettes, avec l'énorme avantage que leurs membres étaient vaccinés par le procédé de *parama* qui transformait les balles en eau à condition de respecter des règles alimentaires strictes, de faire vœu de chasteté et de ne jamais reculer (ni même regarder en arrière) pendant un assaut. Ainsi naquirent les *Naparama*. Cette guerre magique est l'objet de la recherche, tout à fait matérialiste, de Corinna Jentsch.



L'ouvrage apporte une énorme plus-value. Le phénomène était connu, quelques bons journalistes en avaient parlé (Gil Lauriciano à divers moments ; Karl Maier en 1998, par exemple), quelques études y avaient été consacrées (surtout Kenneth Wilson en 1992) ou avaient abordé le sujet (Jean-Claude Legrand en 1992 et 1993 ; Carolyn Nordstrom en 1997). Mais on n'avait jamais eu une recherche aussi approfondie. La masse de matériaux empiriques réunis est impressionnante. Avec des études de terrain en 2010, 2012 et 2016, 260 entretiens et le succès incroyable (pour qui connaît le Mozambique) d'avoir réussi à obtenir l'autorisation de travailler dans les « archives » locales et régionales de l'État (« archives » qui pouvaient être de simples montagnes de dépôts à même le sol dans des garages à la toiture incertaine), c'est toute une masse de *sources nouvelles* qui ont été mises à la disposition du lecteur. Corinna Jentzch renforce ainsi le tournant mis en évidence par des publications à partir 2018-2020 (Eric Morier-Genoud, Nikkie Wiegink, Domingos do Rosário et Michel Cahen) : avec le temps, des recherches très difficiles ou impossibles auparavant deviennent possibles et des sources jamais utilisées sont dès lors accessibles, même si par ailleurs, les acteurs commencent à disparaître. Plus de 10 000 pages de documents ont pu être numérisées par Corinna (mais on ne comprend pas très bien si elles sont ou seront disponibles sur un site mozambicain ou autre). Bref, ce livre *produit de la connaissance*, et pas seulement (mais aussi) de l'interprétation. Du reste, une autre raison de la réussite de cette recherche est la discussion serrée d'interprétation. L'autrice est politologue, mais c'est un beau livre d'histoire sociale contemporaine qu'elle a produit – du moins, telle est ma vision d'historien !

La première tâche de l'autrice fut de définir le type de milices qu'elle étudie. Au Mozambique, il y en avait au moins trois, peut-être quatre : les milices d'initiative étatique formées pour défendre notamment les villages communaux (regroupements autoritaires des paysans) ou les fermes d'État, les milices de grandes compagnies (la plus célèbre fut celle de la Lonrho/Lomaco, non citée par l'autrice) et les milices d'initiative communautaire. Ces trois types de milices ne les rendent pas comparables à des groupes armés, dans la mesure où elles ont toujours un périmètre réduit de formation et d'activité, à l'inverse des guérillas. Par ailleurs, les milices n'ont pas de programme alternatif, elles défendent et préservent des règles qui existent déjà et ne présentent pas une menace frontale pour l'État. Cependant, j'ajouterai peut-être un quatrième type, à savoir les milices de la rébellion – j'y reviendrai.

Outre une introduction dense (pp. 1-12), une conclusion qui reste « enracinée » tout en ouvrant des pistes de recherche comparatiste hors du Mozambique et même hors d'Afrique (pp. 174-184) et un appendice sur les conditions de recueil des sources (qui aurait peut-être pu être intégré à l'introduction, pp. 185-191), l'ouvrage est structuré en six chapitres. Il est d'une longueur très raisonnable (191 pages hors annexe, bibliographie et index) et on verra *infra* pourquoi je le considère même comme trop court...

Dès le départ, l'autrice avertit qu'il faut cesser de considérer les guerres civiles – celles qui perdurent – comme uniquement bipolarisées entre un camp gouvernemental et un camp rebelle (même quand, comme en Angola, il y a plusieurs groupes rebelles divisés entre eux). Il y a des acteurs tiers dont l'importance est souvent sous-estimée. Par ailleurs, il faut faire l'histoire locale et régionale de la guerre civile, car les sociétés diffèrent. Comme le souligna Éric Morier-Genoud en 2018, la guerre civile mozambicaine est un *fait social total* – en d'autres termes, il ne faut pas surestimer le positionnement des secteurs d'élite dans une guerre civile, et accorder toute l'attention aux populations elles-mêmes. Il n'y a pas que des *master cleavages* car la guerre façonne les communautés et leurs réponses au conflit. Les Naparama n'auraient jamais existé sans une historicité propre de leurs communautés d'appartenance en situation de guerre civile. Bref, il faut faire parler les subalternes.

Le chapitre 2 (en fait le premier, parce que l'introduction est considérée comme le chapitre 1) (pp. 13-30) définit des bornes théoriques mais il n'est nullement abstrait : comment des milices se forment-elles (d'un point de vue général) ? C'est ce chapitre qui établit une typologie des milices. Le chapitre 3 (en fait le second, etc., pp. 31-43) réfléchit aux conséquences du travail de terrain dans des sociétés polarisées – les provinces de Zambézie et Nampula sont traditionnellement acquises à l'opposition – et les défis éthiques de pouvoir et de neutralité posés par le travail du chercheur : « conflict research needs to be understood as a form of intervention in local affairs » (p. 11). Le chapitre 4 (pp. 44-87) présente la guerre civile mozambicaine, les débats infinis qu'elle a provoqués dans la littérature (guerre d'agression ? guerre civile ?) et démontre que c'est la volonté des deux parties belligérantes de contrôler les populations qui a créé les conditions de la genèse des milices d'initiative communautaire. Les chapitres 5, 6 et 7 sont le cœur de l'ouvrage : « when, where, and how militias form » ? Si les réponses communautaires à la violence sont diversifiées, le type spécifique de milices Naparama est apparu à un moment spécifique d'impasse/équilibre politico-militaire (*stalemate*), quand aucun camp ne semblait pouvoir gagner mais maintenait un haut degré de violence et quand la population

rurale « fatiguée de la guerre » ne pouvait parier sur aucune des parties pour assurer sa protection (chapitre 5, pp. 88-111). Mais pourquoi la diffusion du modèle Naparama s'est-elle produite en Zambézie de manière différente dans des districts voisins et ethniquement identiques ? Quand la « diffusion » du modèle est-elle « soutenable » (*sustained diffusion*) et quand s'affaiblit-elle vite au point de ne plus être qu'un appendice de l'appareil gouvernemental de sécurité (chapitre 6, pp. 112-147) ? Quel est le rôle des conventions sociales dessinant une communauté (*comon social conventions*) et permettant un soutien populaire massif aux milices, en Zambézie comme à Nampula (chapitre 7, pp. 148-173) ? L'ouvrage est, on l'a dit, novateur et ambitieux mais l'auteur ne se fait pas d'illusion, ce dont elle nous avertit à la dernière phrase de l'introduction : « Militias are important third actors in civil wars, but we do not yet completely understand the challenges that come along with their rise » (p. 12).

La discussion qui suit ne remet donc nullement en cause la qualité de l'ouvrage. Au contraire, elle est consécutive aux questions de recherche posées par C. Jentzsch. Je ferai six grandes questions/critiques/suggestions.

La première, je l'ai déjà annoncée, est qu'il me semble manquer un chapitre à cet ouvrage. Le livre fournit une analyse détaillée des trois conditions de genèse et de diffusion des milices Naparama en Zambézie (études de cas plus poussées pour les districts de Namarroi et Nicoadala) et à Nampula (études de cas à Mecuburi et Murrupula) : 1° une situation d'impasse (*stalemate*) militaire ne permettant plus à la population de « choisir son refuge » – ce qui fut souvent le cas dans ces provinces autour de juillet 1990 après les offensives et contre-offensives des deux camps (en Zambézie surtout) ; 2° l'unité des élites locales (une aire suffisante sans conflit entre des chefs traditionnels locaux, ou entre eux et des commerçants, etc.) ; 3° des pratiques sociales antérieurement existantes et des mythes communs permettant de rendre « lisibles » pour la masse de la population les manières de faire de la milice en formation (ici, le fameux vaccin, les tabous alimentaires, etc.). Mais l'aspect événementiel est naturellement faible dans ces chapitres d'histoire sociale. Si cette dimension n'est jamais suffisante pour faire l'histoire, il aurait été bien utile d'avoir aussi un exposé des principales opérations militaires réussies ou faillées menées par les Naparama contre la Renamo, de la contre-offensive de la Renamo, avoir un récit du progressif démantèlement de la milice, de son passage, parfois, au banditisme pur, etc. Ce chapitre supplémentaire aurait pu prendre place entre le chapitre 7 et la conclusion.

La seconde est la faiblesse un peu surprenante des données sur la Renamo. L'auteur indique très bien que celle-ci avait de forts bastions dans ces deux provinces et elle souligne d'ailleurs les succès électoraux postérieurs à la guerre civile qu'elle y engrangea. Sur 260 entrevues, seules 23 concernent des personnes de la Renamo face aux 65 du Frelimo ou de l'État. Je me demande si le fait, signalé par elle, que l'auteur a parfois organisé des réunions et entrevues de groupe avec la collaboration de l'administration locale (Frelimo) et a toujours travaillé avec leur accord, n'a pas nui à ses contacts avec le « monde de la Renamo »¹, en faisant apparaître la chercheuse comme partie prenante ou « amie » du pouvoir. Quand on fait de la recherche en brousse mozambicaine, il faut bien souvent se présenter à l'administration et obtenir son autorisation – je le sais bien –, ce qui est un vrai problème méthodologique. Je ne dis pas du tout que le livre souffre d'un *a priori* pro-Frelimo, nullement ! Mais les Naparamas y sont *de fait* un peu trop vus à partir du « monde du Frelimo »² et de l'État. Les archives locales et régionales de l'État ont pu être – miraculeusement – fortement exploitées, mais les sources venues de la Renamo sont rares, et les archives diocésaines catholiques n'ont pas été exploitées. Par exemple, la Renamo, après avoir vu ses guérilleros fuir à plusieurs reprises face aux assauts tonitruants des lignes des Naparamas, développa son propre « vaccin »³ puis le commandant-en-chef Afonso Dhlakama dirigea en personne des opérations contre les Naparamas et en fit un massacre le 27 juin 1991⁴. Cela n'est pas mentionné dans l'ouvrage. Le délégué politique de la Renamo pour la Zambézie, Manuel Pereira, que j'interrogeai le 2 octobre 1994, me raconta ainsi que

¹ « Monde de la Renamo » : je ne parle pas ici simplement de la Renamo en tant que parti, mais de toute la fraction de la population qu'elle organisait pendant la guerre civile et certainement encore aux divers moments de l'enquête de terrain.

² « Monde du Frelimo » : même remarque que précédemment.

³ Cela divisa les généraux de la Renamo, certains étant hostiles à ces pratiques « traditionnelles » (mon entrevue du brigadier Inácio Faque Ferraria, Beira, octobre 2014). Voir aussi *Africa Confidential*, 32(18), 13 septembre 1991.

⁴ Selon Vines Alex (1991), « Watching twin peaks with Renamo », *Southern African Review of Books*, IV(4-5), juillet-octobre, pp. 31-32.

En 1990, quand Manuel António créa les Naparamas, ces derniers attaquaient en fait en tant que soldats du Frelimo, récompensés avec des biens des Calamités⁵. Au Alto-Molocué, les Naparamas étaient vaccinés au siège même du district. Les soldats de la Renamo avaient peur de leur magie et fuyaient en abandonnant leurs armes. Mais bientôt ils « expérimentèrent » et constatèrent que les Naparamas mourraient aussi⁶.

Bien plus récemment, deux chercheurs mozambicains firent une recherche sur le district de Murrupula (longuement discuté dans l'ouvrage de Corinna Jentsch) et recueillirent ce souvenir d'un habitant du temps de la guerre :

Ici⁷, il n'y a jamais eu de village [communautaire]. Les gens ne voulaient pas aller au village. Mais un jour arrivèrent les Naparamas et ils firent de gros dégâts et répandirent la terreur dans la population. Alors nombre de gens fuirent, effrayés. Les gens avaient peur des Naparamas et du Frelimo, qui emmenaient les personnes au village [communautaire]. Nous, qui avions réussi à rester en zone Renamo, la Renamo nous disait : n'allez pas aux villages communautaires parce que votre terre est ici. Vous devez rester ici. Nous allons vous protéger. Pour nous, les hommes de la Renamo étaient notre protection. Ils ne nous faisaient pas de mal. Au contraire, ils nous disaient de cultiver nos champs, d'élever des poules, des chèvres... Alors que le Frelimo, quand il venait, il brûlait nos maisons pour nous obliger à venir au village communautaire⁸.

Ce sont ici deux visions (un dirigeant provincial, un habitant) à partir du monde de la Renamo. Cette perspective est trop peu présente dans l'ouvrage, certainement à cause du biais mentionné, même si elle est de rares fois présente (mention de l'hostilité aux Naparamas de la population de l'aire de Nauela, par conséquent pillée par la milice magique, p. 114⁹ ; assassinat de femmes déplacées et voulant rentrer chez elles par le chef local des Naparamas à Muémue, les suspectant de vouloir retourner en zone Renamo, p. 136).

La troisième question est relative au positionnement presque toujours favorable au Frelimo des Naparamas¹⁰. Les zones de paix défendues par les esprits puissants étaient, elles, neutres ou plus exactement « hors hommes armés ». Mais les Naparamas ne voulaient pas seulement défendre leurs communautés, ils voulaient les défendre *contre la Renamo*. Même si l'aspect communautaire est incontestable, il est un fait que cette milice apparut dans des zones certes mal défendues par l'État du Frelimo *mais qui* étaient *encore dans sa sphère* (villages communautaires mal défendus par une milice gouvernementale locale, etc.). Elles étaient donc durement attaquées par la Renamo, en une conception ancienne de la guerre où l'ennemi n'est pas seulement l'armée mais la population civile qui accepte de vivre dans la sphère de l'État modernisateur. L'autrice ne relève aucun cas de milice Naparama (ou du même type) qui serait apparu en zones Renamo – qui étaient durement attaquées par les troupes du Frelimo¹¹. Le fondateur, le devin et médecin traditionnel Manuel António dit que sa famille et lui-même avaient toujours été du Frelimo (p. 109). Mais cela est-il suffisant pour expliquer le positionnement unilatéral de la milice magique ? Tous les facteurs militaires et socio-culturels étudiés par Corinna Jentsch auraient dû pousser à une « autonomie communautaire de neutralité ». Du reste – l'autrice l'étudie très bien (pp. 82-83 notamment) –, au départ le Frelimo avait craint que les Naparamas ne devinssent une troisième force belligérante, comme en Angola (le MPLA y luttant contre le FNLA et l'Unita). Mais il n'en fut rien, ils devinrent de fait sinon des supplétifs, du moins des supporteurs de l'armée gouvernementale. Le livre n'explique pas vraiment cet unilatéralisme. Une analyse territoriale fine, pour voir quelles zones étaient restées dans la sphère gouvernementale, quelles zones étaient entrées en autarcie sous la protection de la Renamo, aurait peut-être pu apporter une clé d'explication. La situation postérieure au conflit apporte aussi des éléments : si les Naparamas avaient réellement été représentatifs d'une grande partie de la population, pourquoi, en Zambézie et à Nampula, cette dernière a toujours voté,

⁵ « Calamités » (*Calamidades*) : il s'agit de l'expression populaire pour désigner le « Département de prévention et combat aux calamités naturelles », qui gérait les entrepôts de biens fournis par l'aide internationale.

⁶ Cahen Michel (2002), *Les bandits. Un historien au Mozambique, 1994*, Paris, Centre culturel Calouste Gulbenkian, p. 68. Manuel António lui-même fut tué en combat contre la Renamo à la fin 1991.

⁷ Il s'agit d'une zone éloignée du chef-lieu de district.

⁸ Chaimite Egídio et Forquilha Salvador (2015), *Murrupula: Um distrito abstencionista*, Maputo, IESE, 30 p., p. 6.

⁹ Mais il ne s'agit pas, dans ce cas, d'une recherche de terrain de l'autrice, mais d'une citation de la maîtrise de Fábio Manuel Pereira (1999), « Particularidades da dinâmica do conflito armado no distrito do Alto Molócué, 1982-1992 : Violência armada e guerra mágica », mémoire, Universidade Eduardo Mondlane, p. 84.

¹⁰ L'autrice mentionne un cas de combat entre Naparamas et l'armée gouvernementale, mais il s'agissait d'une tentative des premiers pour capter une partie du ravitaillement alimentaire de l'armée (p. 135).

¹¹ Sur l'attitude du Frelimo et de la Renamo envers la « population de l'ennemi », voir mon ouvrage « *Não somos bandidos* ». *A vida diária de uma guerrilha de direita: a Renamo na época do Acordo de Nkomati (1983-1985)*, Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2019.

depuis 1994, majoritairement Renamo¹² ? Les Naparamas ne pourraient-ils alors pas être analysés comme un symptôme de la profonde décomposition de *la société vivant en zone Frelimo*, alors que la population en zone Renamo aurait été plus soudée dans sa résistance contre la sphère de l'État de modernisation autoritaire ?

La quatrième question est relative à l'aspect ethnique de la milice. L'autrice ne dit nullement que les Naparamas furent une milice ethniquement définie – elle a raison ! Mais de fait, presque toujours, ils apparaissent dans des aires ethno-linguistiques macua-lómuè des provinces de Zambézia et Nampula¹³. Le district de Chinde (sud de la Zambézia) n'a pas été touché, mais c'est une aire de peuplement chuabo et podzo. Mais inversement, le district de Quelimane, au cœur des populations chuabos, a été touché et on peut ajouter celui de Nicoadala (qui est une des études de cas), partagé entre peuplement lómuè et chuabo. Le district de Malema (ouest de Nampula) n'a pas eu de Naparamas, mais le peuplement en est achirrima. Mais les districts de Ribáuè et Lalaua aussi ont un peuplement achirrima (partiellement, à côté des Macuas), et ont eu des Naparamas (carte p. 114). La question n'est donc pas simple, même si le centre de gravité macua-lómuè est incontestable. C. Jentzsch ne parle pas principalement, du reste, en termes directement ethniques, mais plutôt d'existence de pratiques sociales, culturelles et culturelles communes dans certaines populations qui se considèrent généralement comme originaires des Monts Namuli (ouest de la Zambézie), en pays lómuè. Elle a encore ici raison.

Mais pourquoi le phénomène Naparama n'a-t-il pas essaimé davantage vers le nord, au Cabo Delgado, alors que le fondateur, Manuel António était né et aurait commencé ses activités dans le district de Namapa, à la limite entre Nampula et la province septentrionale ? Pourquoi est-il parti rapidement vers le sud et pas vers le nord ? Le district de Namapa¹⁴ avait une population complexe, macua, marave, erati et chaca et avait été durement divisé entre un bastion Renamo à l'ouest et la zone de la bourgade de Namapa, en zone chaca et erati, toujours restée favorable à l'État pour des raisons historiques bien expliquées dans le travail pionnier de Christian Geffray¹⁵. Alors que les Naparamas ont été puissants dans tout l'ouest de la Zambézie, pourquoi le phénomène n'a-t-il pas essaimé au sud du Niassa et dans la province de Tete ? Personnellement, je n'ai jamais pu m'empêcher de penser – sans jamais pouvoir le prouver –, que les services secrets du régime (à l'époque, le redoutable SNASP) qui avaient lu Geffray dont l'enquête de terrain avait été menée à Namapa-Eráti en 1988-89 avec leur aide, ont tôt réalisé les potentialités de la guerre magique. Y a-t-il eu une manipulation fondatrice, même si l'administration civile et l'armée, au départ, restaient sceptiques¹⁶ ? Même dans ce cas, cela n'explique pas pourquoi, ensuite, « la mayonnaise a pris » dans les deux grandes provinces. Autant de questions sur lesquelles la recherche doit continuer.

La cinquième question se rapproche de la troisième : y a-t-il eu des milices en zone Renamo ? L'autrice ne le mentionne pas et parle des *mudjibas* (*mujeebas* en graphie anglaise) comme une police de la Renamo. Il y aurait toute une recherche à faire sur eux – qui, comme les Naparamas, n'ont pas été inclus dans les schémas de démobilisation de l'ONU en 1992-1994. Ils étaient des civils le plus souvent armés de simples machettes. Geffray¹⁷ les considère comme des milices au service des chefs traditionnels, mais ma propre recherche¹⁸ ne confirme pas cette vision. Les mudjibas sont des civils au service direct de la Renamo : c'est à elle qu'ils obéissent, et pas indirectement via des chefs traditionnels en zones Renamo. Ils vivent parmi la population, hors des bases de la guérilla mais en lien permanent avec elle, ils sont des agents de contrôle et d'intelligence. Mais parfois, ils sont réunis en véritable milice et accompagnent les guérilleros en opérations. Dans ces cas, ils peuvent être armés par la guérilla avec des armes de poing. Ce que j'ai trouvé n'informe pas forcément ce

¹² ... sauf quand la fraude est incommensurable évidemment, comme en octobre 2019.

¹³ Orlando Nhancale signale l'existence d'une autre milice magique, au Cabo Delgado, dénommée Ningore, signalant qu'il y avait peu d'informations sur le phénomène. Mais la population macua est largement présente dans la province d'extrême nord et cette milice était donc peut-être aussi macua (Nhancale Orlando, « O Fenómeno da Guerra e a Visão Cosmológica: O Caso Mungoyi, Moçambique, ca. 1982-1992 », in J. P. Borges Coelho et S. Nathú Cabá (eds), *Elementos para a História Social da Guerra em Moçambique, 1978-1992*, Maputo, UEM, non publié.

¹⁴ Ce district est aujourd'hui divisé en deux, celui de Namapa-Eráti au nord, et celui de Nacarôa au Sud. Cette division ne respecte nullement les limites des communautés ethniques locales (comme presque toujours au Mozambique).

¹⁵ Geffray Christian, *La cause des armées au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990.

¹⁶ En conversations privées, Geffray ne cacha pas la rivalité locale, à Namapa, entre le SNASP et l'armée, le premier ayant une compréhension bien meilleure de la Renamo que la seconde. La documentation écrite utilisée par Geffray provint notamment du bureau local du SNASP. Cette collaboration s'explique par le fait que la mission de recherche de l'anthropologue français avait été commanditée par le secrétaire du Comité central du Frelimo, José Luis Cabaço, et approuvée par le chef de l'armée, le général Hama Thai, tous deux désireux de comprendre la guerre au-delà du discours officiel sur les « bandits armés ».

¹⁷ Geffray C., *La cause des armes...*, *op. cit.*

¹⁸ Cahen M., « Não somos bandidos »..., *op. cit.*

que disait Geffray, il a pu y avoir diversité de situations locales. On aurait donc là des éléments permettant de penser que les mudjibas ont pu être, au moins occasionnellement, une milice de la Renamo – mais certes pas au point de formalisation des autres milices en sphère gouvernementale.

La sixième et dernière question est relative au genre des Naparamas : au combat, ils semblent avoir été exclusivement masculins. Mais des femmes ne participaient-elles pas aux cérémonies de vaccination, ou aux tâches de ravitaillement ? Le Frelimo et la Renamo avaient des *destacamentos femininos* (détachements féminins), ce qui montre que la « tradition » n'interdisait pas la militarisation des femmes. Le fait que les régions de Zambézie et Nampula soient majoritairement matrilineaires aurait même pu avoir une conséquence sur cet aspect que l'autrice aurait pu mentionner, ne serait-ce que pour confirmer la masculinité du phénomène.

On l'aura compris, toutes ces questions sont permises par la recherche même de Corinna Jentsch. Ce beau livre d'histoire sociale de la guerre civile mozambicaine mérite maintenant d'être traduit en portugais, afin qu'il puisse plus facilement circuler dans les pays lusophones et dans l'ancienne colonie de l'océan Indien en particulier.

*Michel Cahen
Université de Bordeaux, CNRS/Sciences Po Bordeaux,
Les Afriques dans le monde (LAM) (France)*